

DROITS DE PORT

dans le Port de Commerce de CAEN-OUISTREHAM

Institués en application du livre III du Code des Transports

TARIF N° 44

applicable au 6 janvier 2018

SOMMAIRE :

- Section I : Redevance sur le navire
- Section II : Redevance sur la marchandise
- Section III : Redevance sur les passagers
- Section IV : Redevance de stationnement des navires
- Section V : Redevance sur les déchets d'exploitation des navires

SECTION I

REDEVANCE SUR LE NAVIRE

au profit du Syndicat Mixte Régional des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg,
dénommé « Ports Normands Associés »

ARTICLE 1^{er} – Conditions d'application de la redevance

1.1 - Il est perçu sur tout navire de commerce une redevance en **euro/m³** déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des transports, selon les dispositions suivantes, indiquées au tableau ci-après :

TYPES ET CATEGORIES DE NAVIRES	ENTREE **	SORTIE **
1. PAQUEBOTS	0.0678	0.0678
2. NAVIRES TRANSBORDEURS		
• <i>Monocoques</i>	0.0327	0.0327
• <i>Multicoques</i>	0.0266	0.0266
3. NAVIRES TRANSPORTANT DES HYDROCARBURES LIQUIDES		
• <i>Navires souteurs</i>	0.0000	0.0000
• <i>Autres</i>	0.2345	0.1975
4. NAVIRES TRANSPORTANT DES GAZ LIQUEFIES	0.2345	0.1975
5. NAVIRES TRANSPORTANT PRINCIPALEMENT DES MARCHANDISES LIQUIDES EN VRAC AUTRES QU'HYDROCARBURES	0.1711	0.1235
6. NAVIRES TRANSPORTANT DES MARCHANDISES SOLIDES EN VRAC	0.3042	0.3042
7. NAVIRES REFRIGERES OU POLYTHERMES	0.2207	0.1407
8. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE		
• <i>Navires transportant principalement des véhicules neufs ou d'occasions, remorques accompagnées ou non, mais</i>	0.0744	0.0744
• <i>Autres</i>	0.1503	0.1503
9. NAVIRES PORTE-CONTENEURS	0.0837	0.0837
10. NAVIRES PORTE-BARGES	0.2207	0.2207
11. AEROGLISEURS ET HYDROGLISSEURS	0.0466	0.0466
12. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI- DESSUS		
• <i>Navires d'installation et de pose en mer : barges, Jack up barge, ...</i>	0.2854	0.2207
• <i>Autres</i>	0.2854	0.1539

** en application des dispositions fixées à l'alinéa 1 de l'article R. 5321-23 du Code des transports

1.2 - (Sans objet)

1.3 - Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type du navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port.

Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port.

1.4 - Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde¹ ni passagers, ni marchandises, n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois.

1.5 - La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie :

- lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale,
- lorsque le navire n'effectue que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison. Dans ce cas, elle est fixée à **0.0055 €/m3**.

1.6 - En application de l'article R. 5321-22 du code des transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage, de sauvetage dans le port de Caen-Ouistreham ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution dans le port de Caen-Ouistreham ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs dans le port de Caen-Ouistreham ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires, qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port.
- navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

1.7 - En application des dispositions de l'article R. 5321-51 du code des transports :

- Le minimum de perception des droits de port est fixé à **24,60 €**.
- Le seuil de perception des droits de port est fixé à **12,30 €**.

ARTICLE 2 : Dispositions relatives aux modulations en fonction du rapport transport effectif par rapport à la capacité du navire dans son activité dominante, par type et catégorie de navires, en application des dispositions des alinéas I, II, III de l'article R.5321-24 du code des transports.

2.1 - Les modulations applicables à tous les types de navires transportant des passagers sont déterminées en fonction du rapport existant entre le nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés et la capacité d'accueil du navire en passagers dans les conditions suivantes :

Rapport inférieur ou égal à	2/3	Modulation - 10 %
Rapport inférieur ou égal à	1/2	Modulation - 30 %
Rapport inférieur ou égal à	1/4	Modulation - 50 %
Rapport inférieur ou égal à	1/8	Modulation - 60 %
Rapport inférieur ou égal à	1/20	Modulation - 70 %
Rapport inférieur ou égal à	1/50	Modulation - 80 %
Rapport inférieur ou égal à	1/100	Modulation - 95 %

2.2 - Les modulations applicables aux navires transportant des marchandises sont déterminées en fonction du rapport existant entre le tonnage de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 du code des transports.

Pour les navires de type 2 – Navires transbordeurs qui transportent des marchandises, lorsque le nombre de tonnes de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 précité, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions ci-après :

Rapport inférieur ou égal à :		1/40.....Modulation - 60 %
2/15.....Modulation - 10 %		1/100.....Modulation - 70 %
1/10.....Modulation - 30 %		1/250.....Modulation - 80 %
1/20.....Modulation - 50 %		1/500.....Modulation - 95 %

Pour les navires des autres types qui transportent des marchandises, lorsque le nombre de tonnes de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 précité, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions ci-après :

Rapport inférieur ou égal à :			
1/5.....Modulation - 10 %		1/40.....Modulation - 70 %	
2/15.....Modulation - 20 %		1/100.....Modulation - 80 %	
1/10.....Modulation - 40 %		1/250.....Modulation - 90 %	
1/20.....Modulation - 60 %		1/500.....Modulation - 95 %	

2.3 - Sur la base de l'article R.5321-24 du Code des transports, sont exclus du bénéfice des modulations les navires n'effectuant que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

ARTICLE 3 : Dispositions relatives aux modulations en fonction de la fréquence des touchées en application du V de l'article R.5321-24 du code des transports.

3.1 - Pour les navires des lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants, calculés en fonction du nombre des départs de la ligne d'une même compagnie maritime au cours de l'année civile :

- Pour une ligne régulière effectuant de 1 à 5 escales par an : Pas d'abattement.
- Pour une ligne régulière effectuant de 6 à 10 escales par an : Abattement de 7,5 % sur tous les mouvements.
- Pour une ligne régulière effectuant de 11 à 16 escales par an : Abattement de 15 % sur tous les mouvements.
- Pour une ligne régulière effectuant de 17 à 140 escales par an : Abattement de 22,5 % sur tous les mouvements.
- Pour une ligne régulière effectuant de 141 à 200 escales par an : Abattement de 40 % sur tous les mouvements.
- Pour une ligne régulière effectuant plus de 200 escales par an : Abattement de 68% sur tous les mouvements.

Ces réductions s'appliquent également pour les navires des lignes spécialisées de transport de marchandises desservant régulièrement le port de Caen-Ouistreham dont les caractéristiques sont définies par l'autorité portuaire en annexe 1.

Pour les lignes ayant répondu aux critères de réduction en année N-1, les abattements sont automatiquement reconduits en début d'année N.

3.2 - Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent habituellement le même port, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants en fonction du type de navire et du nombre des départs au cours de l'année civile :

3.2.1 – Pour les paquebots et navires de croisières (navires de type 1) :

Pour le 1 ^{er} départ.....	Pas d'abattement
Du 2 ^{ème} au 3 ^{ème} départ inclus	Abattement de 25 %
Au delà du 4 ^{ème} départ.....	Abattement de 30%

Lorsqu'un même armateur ou opérateur de croisières fait escaler plusieurs de ses navires au port de Caen-Ouistreham au cours de la même année, les abattements sont calculés sur l'ensemble des navires de cet armateur ou opérateur.

Pour les navires ayant répondu aux critères de réduction en année N-1, les abattements sont automatiquement reconduits en début d'année N.

3.2.2 – Pour tous les autres types de navires :

Du 1 ^{er} au 24 ^{ème} départ inclus.....	Pas d'abattement
Au delà du 25 ^{ème} départ.....	Abattement de 20 %

3.3 - Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

ARTICLE 4 : Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.5321-25 du code des transports

Les abattements prévus aux articles 2 et 3 peuvent être assortis d'un abattement supplémentaire en faveur des trafics nouveaux ou de lignes nouvelles intracommunautaires de passagers, de marchandises sur remorques (dites RO-RO) ou de conteneurs, sans toutefois pouvoir excéder, ni 50 % de la base sur laquelle il s'applique, ni une durée de deux ans. En application de ces dispositions, et en fonction de l'analyse du marché, une attestation délivrée par PNA fixera dans ces limites le taux et la durée de l'abattement.

ARTICLE 5 : Dispositions relatives aux possibilités de modulations prévues à l'article R.5321-27 du code des transports

La redevance sur le navire est assortie de modulations, dans la limite de 30 % du taux de base, en fonction du nombre de touchées durant la période ou les périodes définies par l'autorité portuaire dans les conditions suivantes :

(sans objet)

ARTICLE 6 : Dispositions relatives aux forfaits prévus à l'article R.5321-28 du code des transports :

6.1 – Les navires effectuant, au titre d'une relation nouvelle, un transport maritime de passagers, de marchandises sur remorques (dites Ro-Ro) ou de conteneurs entre les Etats membres de l'Union Européenne ou des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen sont soumis, pendant une durée n'excédant pas 3 ans :

- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé pour l'ensemble de leur activité pour une période déterminée et liquidé au prorata temporis par échéances au plus de 3 mois ;
- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé à l'unité par passager, remorque, tonne ou multiple de tonnes, ou conteneur, et applicable conformément aux dispositions des articles R.5321-18 et R.5321-23 du code des transports.

6.2 – Les modalités d'application du présent article sont les suivantes :

(sans objet)

SECTION II

REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

au profit du Syndicat Mixte Régional des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg,
dénommé Ports Normands Associés

ARTICLE 7 : Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévues aux articles R.5321-30 à R.5321-33 du code des transports.

7.1 - il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées dans le(s) port(s) de Caen-Ouistreham, une redevance soit au poids soit à l'unité déterminée en application du code NST 2007 selon les modalités suivantes :

I - Redevance au poids brut (€ par tonne)

Libellé	Débarquement et transbordement(*)	Embarquement
<u>Pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac</u>		
01.1 Céréales	0.5044	0.5044
01.2 Pommes de terre	0.4121	0.4121
01.3 Betteraves à sucre	0.4121	0.4121
01.4 Autres légumes et fruits frais	0.4121	0.4121
01.5 Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière	0.5131	0.5131
01.6 Plantes et fleurs vivantes	0.4121	0.4121
01.71 Matières d'origine végétale - Piments et poivrons (Capsicum spp.) séchés, bruts	0.4121	0.4121
01.72 Coton, égrené ou en masse	0.4121	0.4121
01.73 Lin, jute, chanvre bruts ou rouis et plantes textiles brutes n.c.a	0.4121	0.4121
01.74 Caoutchouc naturel brut	0.4121	0.4121
01.75 Café, Cacao, Thé, maté, épices non broyés ni pulvérisés	0.4121	0.4121
01.76 Tabac brut	0.4121	0.4121
01.77 Houblon	0.4121	0.4121
01.78 Paille, foin, balles de céréales - Plantes fourragères	0.4121	0.4121
01.79 Graines et fruits oléagineux	0.5895	0.5895
01.7A Autres substances d'origines végétales n.c.a.	0.5895	0.5895
01.9 Lait brut de vache, brebis et chèvre	0.4121	0.4121
01.A Autres matières premières d'origine animale	0.4121	0.4121
01.B Produits de la pêche et de l'aquaculture	0.4121	0.4121
02.1 Houille et lignite	0.2954	0.1025
02.2 Pétrole brut	0.3020	0.1394
02.3 Gaz naturel	0.4636	0.2262
03.1 Minerais de fer	0.2954	0.1394
03.2 Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium)	0.2954	0.1394
03.31 Pyrites de fer non grillées; soufre brut ou non raffiné	0.2954	0.1394
03.32 Phosphates naturels bruts	0.2954	0.1394
03.33 Sylvinite	0.2954	0.1394
03.34 Autres minéraux, bruts - industrie chimique et engrais naturels	0.2954	0.1394
03.4 Sel	0.2954	0.0000
03.51 Tourbe	0.2954	0.1394
03.52 Sables naturels - Pierre ponce, cailloux, graviers, silex et galets	0.1540	0.1394

03.53 Argiles et terres argileuses	0.2954	0.1394
03.54 Scories non destinées à la refonte, cendres, laitiers - Autres minéraux	0.2954	0.1394
03.55 Dolomies, pierres à chaux concassées pour bétonnage - Granulés, éclats, poudre de pierres	0.2954	0.1394
03.56 Craie	0.2954	0.1394
03.57 Terres et pierres - Bitumes et asphaltes naturels - Pierres précieuses et diamants bruts	0.2954	0.1394
04.1 Viandes, peaux et produits à base de viandes	0.5895	0.2525
04.2 Poissons et produits de la pêche, Poissons et produits de la pêche, préparés	0.5895	0.2525
04.3 Produits à base de fruits et de légumes préparés	0.5895	0.2525
04.4 Huiles, tourteaux et corps gras	0.5111	0.2525
04.5 Produits laitiers et glaces	0.5895	0.2525
04.6 Farines, céréales transformées produits amylacés et aliments pour animaux	0.5895	0.2525
04.7 Boissons	0.5895	0.2525
04.8 Autres produits alimentaires n.c.a. et tabac manufacturé	0.5895	0.2525
04.9 Produits alimentaires divers	0.5895	0.2525
05.1 Produits de l'industrie textile	1.4756	0.7323
05.2 Articles d'habillement et fourrures	1.4756	0.7323
05.3 Cuirs, articles de voyages, chaussures	1.4756	0.7323
06.1 Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles)	0.5895	0.2525
06.2 Pâte à papier, papiers et cartons	0.5895	0.2525
06.3 Produits de l'édition, produits imprimés ou reproduits	1.4756	0.7323
07.1 Cokes et goudrons; agglomérés et combustibles solides similaires	0.3895	0.1394
07.2 Produits pétroliers raffinés liquides	0.3895	0.1394
07.3 Produits pétroliers raffinés gazeux, Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés	0.3895	0.1394
07.4 Produits pétroliers raffinés solides ou pateux	0.3895	0.1394
08.1 Produits chimiques minéraux de base	0.4121	0.1394
08.2 Produits chimiques organiques de base	0.4121	0.1394
08.3 Produits azotés et engrais (hors engrais naturels)	0.4121	0.1394
08.4 Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire	1.0534	0.5131
08.5 Produits pharmaceutiques et parachimiques, y inclus les pesticides	1.0534	0.5131
08.6 Produits en caoutchouc ou en plastique	1.0534	0.5131
09.1 Verre, verrerie, produits céramiques	1.4756	0.7323
09.2 Ciments, chaux et plâtre	0.3895	0.1394
09.3 Autres matériaux de construction, manufacturés	0.3895	0.1394
10.1 Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (hors tubes et tuyaux)	0.2954	0.1394
10.2 Métaux non ferreux et produits dérivés	0.5111	0.2954
10.3 Tubes et tuyaux	0.5111	0.2954
10.4 Éléments en métal pour la construction	1.6694	1.6694
10.5 Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal	1.6694	1.6694
11.1 Machines agricoles	0.0000	0.0000
11.2 Appareils domestiques n.c.a. (électroménager blanc)	1.6694	1.6694
11.3 Machines de bureau et matériel informatique	1.6694	1.6694
11.4 Machines et appareils électriques n.c.a.	1.6694	1.6694
11.5 Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission	1.6694	1.6694
11.6 Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	1.6694	1.6694
11.7 Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	1.6694	1.6694

11.8 Autres machines, machines outils et pièces	1.6694	1.6694
12.1 Produits de l'industrie automobile	1.6694	1.6694
12.2 Autres matériels de transport	1.6694	1.6694
13.1 Meubles	1.6694	1.6694
13.2 Autres articles manufacturés	1.6694	1.6694
14. 1 Ordure ménagère et déchet de voirie	0.2954	0.1394
14.2 Autres déchets et matières premières secondaires	0.2954	0.1394
16.2 Palettes et autres emballages en service, vides	0.2954	0.1394
17.1 Mobilier de déménagement	1.6694	1.6694
17.4 Échafaudages	1.6694	1.6694
17.5 Autres biens non-marchands, n.c.a.	1.6694	1.6694
19.1 Marchandises de nature indéterminée en conteneurs et caisses mobiles	0.0000	0.0000
19.2 Autres marchandises de nature indéterminée	1.6694	1.6694
20. Autres marchandises	1.6694	1.6694
<u>Pour les colis supérieurs ou égaux à 50 tonnes¹</u>		
Code NST de 01 à 20 – Colis entre 50 et 149.999 tonnes	2.02	2.02
Code NST de 01 à 20 – Colis entre 150 et 299.999 tonnes	2.525	2.525
Code NST de 01 à 20 – Colis supérieurs ou égaux à 300 000 tonnes	5.05	5.05

¹ Est visé, tout objet indivisible pesant 50 tonnes ou plus et ne pouvant être manutentionné que comme un tout, c'est-à-dire en une seule fois. La redevance marchandise pour un colis unitaire supérieur ou égale à 50 T est égale à son poids multiplié par le taux (en euros par tonne) de la tranche où il figure. Ainsi, la redevance marchandise pour un colis pesant 75 tonnes vaudra $75 * 2.02 = 151.5 \text{ €}$.

II - REDEVANCE A L'UNITE **
(En Euro par unité ou multiple d'unités)

ANIMAUX VIVANTS	MONTANT
- D'UN POIDS INFÉRIEUR A 10 KG	0,1479
- D'UN POIDS SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 10 KG ET INFÉRIEUR A 100 KG	0,3235
- D'UN POIDS SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 100 KG	0,5837

DESIGNATION DES MARCHANDISES	DEBARQUEMENT	EMBARQUEMENT OU TRANSBORDEMENT
VEHICULES NE FAISANT PAS L'OBJET DE TRANSACTIONS COMMERCIALES		
- VEHICULES A DEUX ROUES	0,0000	0
- VOITURES DE TOURISME	0,0000	0
- AUTOCARS	0,0000	0
- CAMIONS D'UN POIDS TOTAL A VIDE INFÉRIEUR A 5 TONNES (1)	0,0000	0
- CAMIONS D'UN POIDS TOTAL A VIDE SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 5 TONNES (1)	0,0000	0
CAMIONS, REMORQUES OU SEMI-REMORQUES PLEINS, CONTENEURS OU CAISSES MOBILES MANUTENTIONNEES EN RORO SUR MAFI OU CHASSIS ROUTIERS (1)		
- D'UNE LONGUEUR INFÉRIEUR A 8 METRES	0	0
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 8 METRES ET INFÉRIEUR A 13 METRES	0	0
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 13 METRES ET INFÉRIEUR A 16 METRES	0	0
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 16 METRES...	0	0
CONTENEURS PLEINS		
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 3 METRES ET INFÉRIEUR A 6 METRES.....		
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 6 METRES ET INFÉRIEUR A 8 METRES.....	6,00	0
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR OU ÉGAL A 8 METRES ET INFÉRIEUR A 10 METRES.....	7,00	0
- D'UNE LONGUEUR SUPÉRIEUR A 10 METRES	10	0
	12	0

(1) Cette redevance forfaitaire se substitue à la taxation des marchandises transportées selon la catégorie à laquelle elles appartiennent.

(*) Ce tarif s'entend pour les opérations via quai. Les opérations de transbordement bord-bord même avec l'utilisation de l'outillage portuaire en sont exonérées

** en application des dispositions fixées par l'article R.5321-31 du code des transports

ARTICLE 8 : Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'article 7

8.1 - Pour chaque déclaration, les redevances prévues au tableau 1 figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

a) Elles sont liquidées :

- A la tonne, lorsque le poids est supérieur à 900 kg ;
- Au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kg.

Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominant en poids.

8.2 - Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les marchandises, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

8.3 - Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

8.4 - En application des dispositions de l'article R.5321-51 du code des transports :

- Le minimum de perception est fixé à **5.05 €** par déclaration.
- Le seuil de perception est fixé à **5.05 €** par déclaration.

8.5 - La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R.5321-33 du code des transports. Sont notamment concernés les produits livrés à l'avitaillement, au gréement ou à l'armement des navires et les marchandises de pacotille appartenant aux équipages.

SECTION III

REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce de Caen-Ouistreham

ARTICLE 9 : Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.5321-34 à R.5321-36 du code des transports.

9.1 - Les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance de **2.10 €** par passager

9.2 - Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans,
- les militaires voyageant en formations constituées,
- le personnel de bord,
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit,
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

9.3 – Les dispositions relatives aux abattements dans une limite de 50 % sont les suivantes :

- 50 % pour les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale,
- 50 % pour les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisé dans un délai inférieur à soixante-douze heures,
- 50 % pour les passagers transbordés.

SECTION IV

REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce de Caen-Ouistreham

ARTICLE 10 : Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.5321-29 du code des transports.

10.1 - Les navires ou engins flottants assimilés, y compris les navires en activité de pêche en l'absence de redevance spécifique prévue au chapitre 8 du barème des redevances d'outillage, sont soumis à une redevance de stationnement dont les taux en euros sont fixés dans les conditions suivantes :

Les navires de commerce séjournant dans le port de Caen-Ouistreham sont soumis à une redevance de stationnement déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20-3 du code des transports, par application des taux indiqués au tableau ci-dessous, en euros, par mètre cube et par jour au-delà de la période de franchise

Fraction de volume	Taux en euros
- Les 3 000 premiers mètres cubes	0.0160
- De 3 001 à 15 000 mètres cubes	0.0145
- De 15 001 à 45 000 mètres cubes	0.0124
- A partir de 45.001 mètres cubes	0.0091

La redevance est applicable aux navires en exploitation commerciale, y compris ceux en relâche forcée.

La redevance n'est pas perçue pendant les opérations de débarquement, embarquement, transbordement. Les navires bénéficient d'une période de franchise de deux jours avant ou après ces opérations commerciales. La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires.

La redevance n'est pas applicable aux navires désarmés, en hivernage et/ou non exploités commercialement ; ceux-ci étant alors soumis à la taxe de stationnement du tarif outillage du Port de Caen-Ouistreham.

10.2 - La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur.

Le minimum de perception est de **7.3788 €** par navire, le seuil de perception est fixé à **3.6894 €** par navire.

10.3 - Sont exonérés de la redevance de stationnement :

- les navires de guerre,
- les bâtiments de service des Administrations de l'Etat,
- les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont le port de Caen-Ouistreham comme port d'attache.

10.4 - Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

SECTION V

REDEVANCE SUR LES DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES

au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce de Caen-Ouistreham

ARTICLE 11 :

I - Il est perçu à la sortie du port de Caen-Ouistreham, sur tout navire de commerce et tout navire de plaisance conçu pour le transport de plus de 12 passagers, une redevance sur les déchets d'exploitation des navires.

Cette redevance est à la charge de l'armateur. Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R.5321-20 du code des transports, soit sur une base forfaitaire.

Lorsqu'il a déposé les déchets d'exploitation de son navire dans une des installations figurant au plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation du port, le capitaine du navire ou son représentant doit fournir à l'autorité portuaire l'attestation délivrée par le ou les prestataires de services ayant procédé à la collecte des déchets d'exploitation, mentionnée à l'article R.5334-4 du code des transports. Parallèlement, le ou les prestataires communiquent un exemplaire de cette attestation à l'autorité portuaire.

En fonction des attestations reçues, l'autorité portuaire indique au service des douanes lequel des deux cas *a* ou *b* suivants est applicable au navire.

a) Cas où le navire a attesté du dépôt de ses déchets d'exploitation

Lorsque le service des douanes a été informé par l'autorité portuaire que l'armateur ou son représentant a fourni l'attestation de dépôt de ses déchets d'exploitation, la redevance est fixée comme suit :

a-1) Cas où le navire a fait usage de prestations réalisées par le port :

0,008 €/m³ quel que soit le type de navire

a-2) Cas où le navire a fait usage de prestations entièrement réalisées par des prestataires autres que le bénéficiaire des droits de port :

Aucune redevance n'est perçue. Le ou les prestataires extérieurs facturent directement leur(s) prestation(s) au navire. Dans ce cas, une attestation des prestataires et/ou une facture sera remise au service des douanes et à l'autorité portuaire.

b) *Cas où le navire n'a pas attesté du dépôt de ses déchets d'exploitation*

Lorsque le service des douanes n'a pas été informé par l'autorité portuaire que l'armateur ou son représentant a fourni l'attestation de dépôt de ses déchets d'exploitation, la redevance est fixée comme suit :

0,025 €/m³ quel que soit le type de navire.

II - La redevance sur les déchets d'exploitation des navires, définie au I ci-dessus, n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage,
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution,
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs,
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale,
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port,
- navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales.

III - En application des dispositions de l'article R.5321-51 du code des transports :

- le minimum de perception est fixé à **1,68 €**.
- le seuil de perception est fixé à **0,84 €**.

IV - Exemption de la redevance prévue à l'article R.5321-39-V du code des transports :

Sont exemptés de la redevance, les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, ne déposant pas leurs déchets d'exploitation dans le port, si le capitaine du navire justifie qu'il est titulaire, soit d'un certificat de dépôt, soit d'un contrat de dépôt des déchets d'exploitation de son navire et du paiement de la redevance y afférente, passé dans un port d'un Etat membre de la Communauté européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire. Cette attestation doit être validée par les autorités portuaires de ce port.

V - Forfait de la redevance prévu à l'article R.5321-28 (2°) du code des transports :

La redevance n'est pas perçue lorsque le navire est soumis à un forfait de redevance en application de l'article 6 de la section 1 des présents tarifs.

ARTICLE 12 : Le présent tarif entre en vigueur dans les conditions fixées à l'article R.5321-14 du Code des transports.

1 – Critères de définition d'une ligne spécialisée de transport de marchandises

Ils sont déterminés par PNA, autorité portuaire, conformément aux dispositions générales du Code des transports (article R.5321-26). Les dispositions en sont les suivantes :

Une ligne de navigation est réputée spécialisée lorsqu'elle est constituée par un service maritime de transport de marchandises diverses assurée par des navires de catégorie 8 (manutention horizontale) 9 (porte-conteneurs) et 12 (navires autres), organisé par un seul armateur ou affréteur selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance :

Fixation de l'itinéraire :

Les navires de la ligne suivent un trajet bien déterminé.

Respect de l'itinéraire :

Les dates d'arrivée et de départ des navires dans les différents ports de la ligne doivent être annoncées au Port de Caen-Ouistreham suffisamment à l'avance.

2 – Procédures pour une demande de mise en ligne spécialisée :

L'agent maritime de la ligne ou son courtier fait une demande écrite à l'autorité portuaire de mise en ligne spécialisée de son service en justifiant que cette ligne répond aux trois critères précités.

Dans cette demande, figureront le type de marchandises transportées, le nom du service, le nom et les coordonnées de l'armateur, les différents ports touchés par la ligne, le nom des navires affectés à la ligne, le nombre de touchées prévues et un programme de départs. Sera jointe également à la demande, la justification des escales dans le Port de CAEN OUISTREHAM au cours des 6 mois précédents (liste des navires et dates des escales).

3- Annonce des navires appartenant à une ligne spécialisée reconnue comme telle :

Lorsque la ligne a été reconnue comme spécialisée, toute modification de la flotte des navires assurant le service ou de l'organisation de la ligne (fréquence des touchées, ports touchés, service offert à la clientèle...) doit être signalée, dans les meilleurs délais, à l'autorité portuaire.